

Unité bi-départementale Calvados - Manche
477 boulevard de la Dollée
BP 70272
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 05/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Com Agglo du Cotentin-centre de tri

Le Becquet
Tourlaville
50100 Cherbourg-en-Cotentin

Références : 2023.387
Code AIOT : 0003901966

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement Com Agglo du Cotentin-centre de tri implanté Le Becquet Tourlaville 50100 Cherbourg-en-Cotentin. L'inspection a été annoncée le 11/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite était effectuée dans le cadre de l'instruction du porter-à-connaissance du 29 décembre 2022 par lequel l'exploitant informe le préfet de la Manche de l'arrêt des activités de tri des déchets EMR, remplacées par une activité de regroupement et massification de ces déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Com Agglo du Cotentin-centre de tri
- Le Becquet Tourlaville 50100 Cherbourg-en-Cotentin
- Code AIOT : 0003901966
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté d'Agglomération du Cotentin exploite sur un même site, au hameau du Becquet de Haut (commune déléguée : Tourlaville), quatre installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sous couvert de 4 arrêtés préfectoraux d'autorisation du 19 août 1994 :

- une déchèterie ouverte aux particuliers et aux professionnels acceptant les déchets non dangereux (mobilier, encombrants, ferraille, déchets verts, gravats, etc.) et dangereux (peintures et solvants, piles et accumulateurs, huile de vidange, déchets électriques et électroniques, amiante,

etc.) ;

- une installation de compostage des déchets verts collectés sur le périmètre de la communauté d'agglomération du Cotentin (déchets végétaux et tontes apportés dans la déchèterie du Becquet, déchets végétaux produits par les communes membres de la communauté d'agglomération et ceux apportés par des entreprises d'entretien d'espaces verts) ;
- sous auvent, un quai de transfert des ordures ménagères collectées sur le périmètre de la Communauté d'agglomération du Cotentin, visant à leur regroupement et leur massification avant évacuation vers les installations d'élimination ;
- sous bâtiment, un centre de tri des déchets d'emballages ménagers résiduels et de papiers-cartons, collectés sur le périmètre de la communauté d'agglomération du Cotentin.

De manière plus anecdotique, le site comporte également une activité de lavage et réparation des engins utilisés sur place (majoritairement pour l'activité de compostage), un poste de distribution de carburant et une aire de regroupement et massification des déchets inertes collectés sur la déchèterie précitée, voire exceptionnellement en provenance d'autres déchèteries de la communauté d'agglomération.

Depuis l'entrée en vigueur des dispositions réglementaires d'extension des consignes de tri des déchets d'emballages ménagers résiduels, au 1er janvier 2023, le centre de tri a été mis à l'arrêt, n'étant pas modernisable dans les conditions technico-économiques du moment. Depuis cette date, la communauté d'agglomération fait trier les déchets d'emballages ménagers résiduels qu'elle collecte sur son périmètre (129 communes membres, 185 000 habitants) par une société tierce.

Le dossier de porter-a-connaissance transmis le 29 décembre 2022 par l'exploitant vise principalement à acter l'arrêt définitif du tri des déchets EMR tel qu'il était pratiqué, et la reconversion du bâtiment l'accueillant en quai de regroupement des EMR en vue de permettre leur massification avant envoi vers le centre de tri Sphère.

L'actualisation des prescriptions réglementaires applicables rendue nécessaire du fait de ce changement d'activité concernant les déchets EMR est également l'occasion de regrouper en un unique acte préfectoral l'ensemble des dispositions applicables à toutes les activités ICPE pratiquées sur le site du Becquet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Analyse des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 et 18	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 point IV	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Ressource en eau en cas d'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Arrêt définitif et démantèlement des installations de tri de déchets d'EMR	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-46-23	/	Sans objet
2	Extension des consignes de tri depuis le 31/12/2022	Code de l'environnement du 07/03/2023, article R543-54	/	Sans objet
4	Nuisances acoustiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de confirmer la mise à l'arrêt du centre de tri des déchets EMR, qui ne répond plus aux obligations réglementaires.

Elle a également permis de relever un retard dans la surveillance des différents rejets aqueux du pôle environnemental, et la nécessité de travaux (déjà engagés ou programmés) afin de disposer d'une capacité de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie et afin d'assurer une ressource en eau suffisante en cas de sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêt définitif et démantèlement des installations de tri de déchets d'EMR

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-46-23
Thème(s) : Situation administrative, Arrêt définitif et démantèlement des installations de tri de déchets d'EMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. – Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. (...)</p> <p>S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.</p> <p>Constats : L'exploitant a notifié l'arrêt définitif, à la date du 31/12/22, de l'exploitation de son centre de tri, par courrier du 29/12/22.</p> <p>Le dossier accompagnant ce courrier indique que comme le site est intégré au pôle environnementale du Becquet, il serait opportun de regrouper au sein d'un unique arrêté préfectoral les prescriptions applicables aux 4 activités de la plate-forme.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté (comme décrit dans le dossier de décembre 2022) qu'une activité de transit de déchets d'EMR est venue remplacer l'activité de tri. En effet, depuis le 1er janvier dernier, les déchets d'emballages collectés du secteur nord de la communauté d'agglomération sont regroupés et massifiés dans l'ancien hall de réception du bâtiment centre de tri.</p>

<p>Le volume de déchets en transit était lors de l'inspection inférieur à 1200 m³, capacité maximale figurant au dossier technique.</p> <p>Le dossier indique que ce volume maximal sera augmenté de 700 m³ dès que les anciennes installations de tri auront été démantelées.</p> <p>Il a été constaté la présence d'environ 100 m³ de balles de plastiques et de balles d'EMR.</p> <p>L'exploitant a indiqué que celles-ci seront très prochainement évacuées.</p> <p>L'unité de mise en balles des papiers-cartons continue d'être exploitée.</p> <p>Une activité de maintenance des bacs de tri roulants distribués par la CAC aux habitants est également exercée dans le bâtiment.</p>
Observations : Les balles de déchets plastiques et de déchets EMR doivent être évacuées sous 1 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Extension des consignes de tri depuis le 31/12/2022

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/03/2023, article R543-54
Thème(s) : Situation administrative, Extension des consignes de tri depuis le 31/12/2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>On entend par "dispositif harmonisé de règles de tri", la liste des types de déchets d'emballages ménagers faisant l'objet d'une collecte séparée.</p> <p>Ce dispositif concerne tous les déchets d'emballages ménagers constitués majoritairement de verre, d'acier, d'aluminium, de papier, de carton, de plastique ou de bois, ainsi que leurs bouchons et leurs couvercles, vidés de leur contenu.</p> <p>Toute personne morale participant à la collecte séparée des déchets d'emballages ménagers, notamment les collectivités territoriales, leurs groupements ou les syndicats mixtes ayant instauré la collecte séparée des déchets d'emballages ménagers et les éco-organismes agréés, met en œuvre le dispositif harmonisé de règles de tri, au plus tard le 31 décembre 2022.</p>
<p>Constats : La communauté d'agglomération du Cotentin a bien mis en œuvre l'extension des consignes de tri au 1er janvier 2023. Depuis lors, le centre de tri du Becquet a été mis à l'arrêt, dans la mesure où il n'est pas modernisable pour pouvoir trier 100% des plastiques.</p> <p>Les déchets d'emballages ménagers résiduels de la CAC sont dorénavant envoyés vers le centre de tri exploité par Sphère à Villedieu les Poêles Rouffigny.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Analyse des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 et 18
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 17 de l'arrêté du 6 juin 2018</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305) : 100 mg/l - DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) : 300 mg/l

<ul style="list-style-type: none"> - AOX (Code SANDRE : 1106) : 1 mg/l - Indice phénols (Code SANDRE : 1440) : 0,3 mg/l - Hydrocarbures totaux (Code SANDRE : 7009) : 10 mg/l <p>etc.</p> <p>Article 20 de l'arrêté du 6 juin 2018</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas fait réaliser de mesures depuis décembre 2021. Suite à l'inspection, il a indiqué avoir passé commande pour le renouvellement prochain des analyses des 3 rejets aqueux du pôle environnemental.</p> <p>Les résultats de l'analyse de décembre 2021 ne montrent aucun dépassement des limites réglementaires, pour ce qui concerne les eaux pluviales de la zone centrale (inclus bâtiment de tri EMR).</p> <p>Observations : Les analyses doivent impérativement être renouvelées sous 3 mois.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Nuisances acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour un niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) : Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés : 6 dB(A) Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 4 dB(A) - Pour un niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 45 dB (A) : Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A) Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 3 dB(A) <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté à la suite de l'inspection le bon de commande passé auprès du bureau d'études Veritas afin de réaliser des mesures d'émergence et niveaux de bruit en limite de propriété. Ces mesures, programmées début juillet 2023, permettront de vérifier la conformité aux valeurs réglementaires.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 point IV
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Constats : Le bâtiment dédié aux EMR n'étant pas aménagé sur rétention, les eaux d'extinction, en cas d'incendie, seraient dirigées comme les eaux de ruissellement vers le bassin d'orage 400 m3. Celui-ci rejette au réseau public d'eaux pluviales par surverse gravitaire. Stricto sensu, un débordement du bassin vers le réseau public d'eaux pluviales est donc possible en cas d'incendie. C'est pourquoi l'exploitant prévoit d'équiper la canalisation de surverse d'une vanne d'obturation qui permettra le confinement en toutes circonstances. Les travaux devraient être finalisés d'ici le 30 juin 2023, selon l'exploitant. A la suite de l'inspection, il a transmis le bon de commande afférent aux travaux de pose de la vanne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Ressource en eau en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau en cas d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours)
Constats : Le bâtiment de regroupement/massification des EMR dispose d'un poteau incendie

situé à moins de 100 m et d'un second situé à 210 m. Le débit offert par chacun de ces poteaux est inférieur à 60 m³/h. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'en usage simultané, ces 2 poteaux offrent un débit cumulé > 60 m³/h. Il s'est engagé à solliciter rapidement une mesure de débits en ce sens. Un délai d'un mois lui est laissé. L'exploitant envisage par ailleurs la mise en place d'une réserve complémentaire de type poche souple, dont le volume reste à déterminer (en fonction de la mesure de débits attendue).

Observations : Dans le cadre de l'évolution des activités au sein du bâtiment dédié aux déchets EMR et de la probable mise en place d'une poche souple incendie, il est demandé à l'exploitant de fournir sous 6 mois une modélisation des effets thermiques en cas d'incendie au sein du bâtiment (selon plusieurs scénarios : incendie du stock 1900 m³ d'EMR, incendie des stocks de carton avant/après mise en balle, incendie des bacs roulants de l'atelier de maintenance) afin de vérifier que la poche souple et la voirie permettant d'y accéder ne sont pas situées sous les effets thermiques (3 kW/m²).

Cette demande sera formalisée dans l'arrêté de prescriptions complémentaires prochainement proposé au préfet de la Manche.

Par ailleurs, et suite au diagnostic établi par le cabinet CETAB en janvier 2023, l'exploitant doit vérifier la conformité du bâtiment aux obligations de désenfumage fixées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois